



PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

REDUIRE LES RISQUES LIES A LA
PROXIMITE ENTRE LES
INSTALLATIONS SEVESO ET LES
ZONES HABITEES



PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

L'accident AZF (21 septembre 2001)

- Conséquences de l'explosion aggravées par la proximité industrie/habitat,
- Contestation par les victimes de décisions d'urbanisme
- Mise en cause de la responsabilité de l'État et des collectivités locales.

Évolution législative

- Directive SEVESO II modifiée le 16 décembre 2003 : introduit la nécessité de maintenir à long terme des distances appropriées.
- Loi du 30 juillet 2003 : institue les Plans de Prévention des Risques Technologiques (PPRT) et les Comités Locaux d'Information et de Concertation (CLIC)
- La loi du 30/7/2003 fixe une **échéance au 31 juillet 2008** pour l'approbation des PPRT



PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Les problématiques de la loi Risques

- Continuer à maîtriser l'urbanisation nouvelle.
- Réduire progressivement (sur trente ans) les situations dangereuses héritées du passé
- Ne plus créer de nouveaux risques sur les zones habitées
- Établir une culture du risque par le dialogue entre personnes et organisations concernées

Agir de deux façons

- *réduire l'ALÉA (le risque à la source)*

L'aléa est le danger existant à une distance donnée en cas d'accident. Ex. : une explosion crée une surpression de 50 mbar à 300 mètres

Exemples de réductions de l'aléa : modifier les procédés utilisés par l'installation, améliorer la sécurité de l'installation, ...

- *réduire la VULNERABILITE*

La vulnérabilité caractérise l'exposition des riverains.

Exemples de réduction de la vulnérabilité : éloignement des riverains, amélioration de la résistance des bâtiments, limitation du nombre de lieux publics, ...

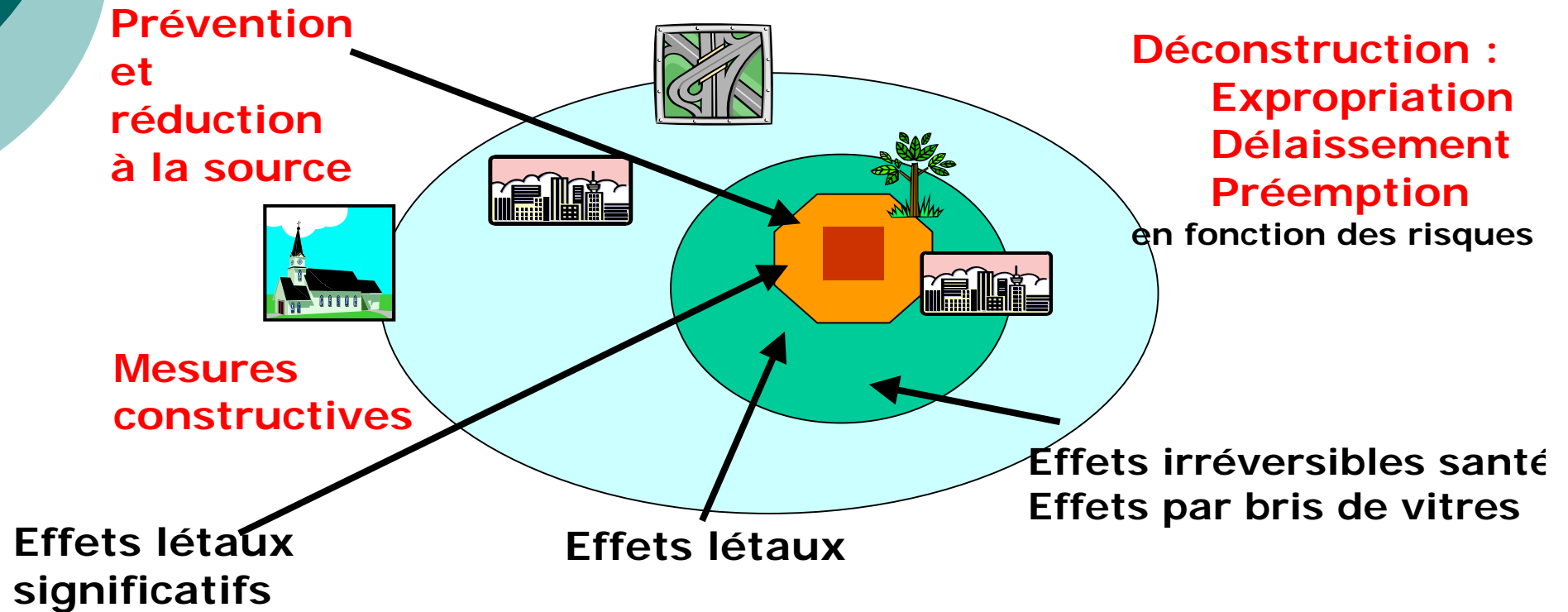
Les moyens d'action sur la vulnérabilité

- *EXISTANT*
 - L'interdiction ou la restriction du droit de construire.
- *NOUVEAU*
 - L'obligation de modifier les constructions existantes.
 - Le droit de délaissement donné aux riverains.
 - Le droit de préemption
 - L'expropriation.

PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Les actions par cercles concentriques



PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Études de dangers –définition de l'aléa

Exploitants - IIC

Arrêté préfectoral de prescription du PPRT

PHASE
TECHNIQUE

Données relatives aux enjeux

DDE, Collectivités locales

PHASE DE
DISCUSSION

**Projet de zonage
réglementaire et de règlement**

PHASE
REGLEMENTAIRE

Projet de PPRT arrêté par le préfet, avis des parties associées

Enquête publique

Arrêté préfectoral d'approbation du PPRT

Signature d'une convention de financement des mesures du PPRT

État, collectivités locales, Exploitants

C
O
N
C
E
R
T
A
T
I
O
N

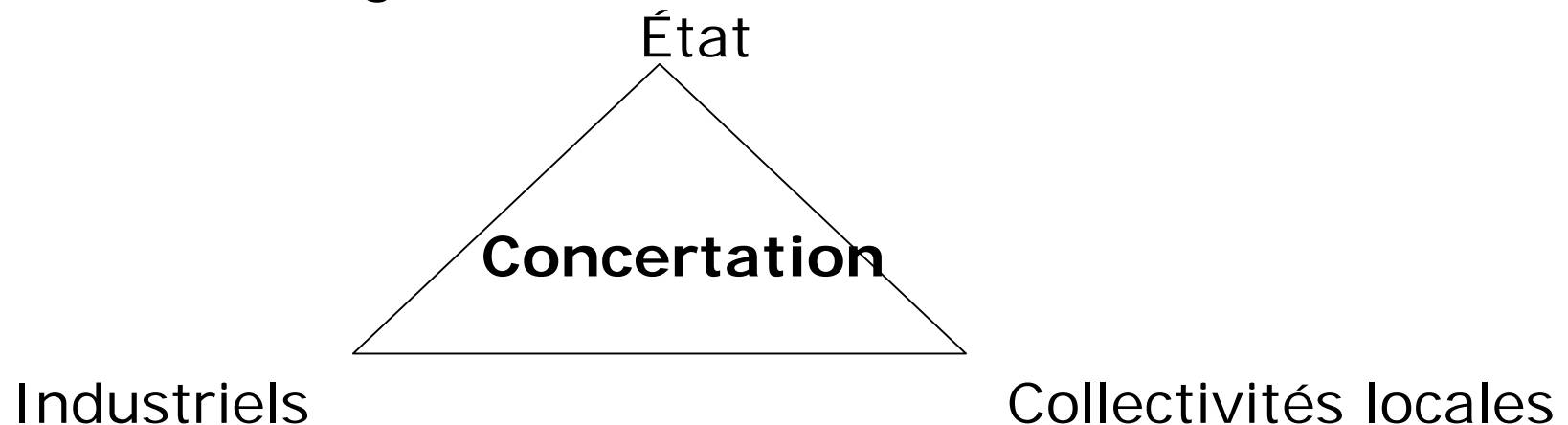


PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Qui établit le PPRT? (suite)

Le Préfet organise une concertation



- Un lieu privilégié de concertation : le CLIC (Élus, industriels, associations,...)
- L'élaboration nécessite un travail en commun approfondi

Actes administratifs complémentaires au PPRT

- Signature d'une convention État-Collectivités-Industriel pour le financement de l'expropriation et du délaissement.
- Décision d'attribuer le droit de délaissement par la collectivité locale.
- Déclaration d'utilité publique de l'expropriation par le Préfet, sur attribution par le ministère de la part « Etat » des crédits.
- Conventions sur l'aménagement et la gestion des terrains expropriés, délaissés et préemptés.
- Conventions avec les bailleurs sociaux et associant les autres bailleurs.



PPRT

Plan de Prévention des Risques Technologiques

Qui paye ?

- L'élaboration du PPRT: l'Etat
- Les réductions du risque à la source : l'industriel
- Les améliorations du bâti existant (vitres résistantes, ventilation adaptée...) : les propriétaires des bâtiments.
- La préemption : la collectivité bénéficiaire ou l'exploitant.
- Le délaissement et les expropriations : l'Etat, les collectivités, l'industriel selon les termes d'une convention tripartite à mettre en place.

Comment est constitué un CLIC ?

Le CLIC est composé de 30 membres au plus répartis en 5 collèges

- collège « administration »
- collège « collectivités territoriales »
- collège « exploitants »
- collège « riverains »
- collège « salariés »

Il couvre un bassin industriel comportant au moins un site SEVESO